

« Pour une Initiative Tricontinentale Atlantique »

-Skhirat-

29-30 mai 2009

Déclaration Liminaire de M.Pascal Lamy

Directeur Général

Organisation Mondiale du Commerce

« Un développement à visage humain »

Mesdames et Messieurs,

En raison d'un déplacement au Cambodge, je regrette vivement de ne pas pouvoir être avec vous aujourd'hui pour participer à votre séance de réflexion sur la gouvernance mondiale, dans le contexte de « Initiative Tricontinentale Atlantique ». Votre programme couvre un grand nombre de sujets qui vont des questions économiques les plus urgentes du moment à des questions relevant des sphères sociale, environnementale et sécuritaire.

J'aimerais féliciter Monsieur Ahmed Lahlimi Alami pour ce vaste programme. En effet Il ne fait aucun doute dans mon esprit que nous avons besoin d'un « consensus mondial » sur tous ces points ; et qu'ils méritent qu'on les examine attentivement. Et il est bon que le Maroc soit à l'origine de cette initiative regroupant quatre rivages atlantiques.

Mesdames et Messieurs, le monde est plus interdépendant aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. Cette interdépendance a ouvert d'énormes possibilités ; mais aussi de nouveaux risques qui doivent s'accompagner d'une plus grande responsabilité. Nous devons nous efforcer de créer un cadre approprié à l'intérieur du quel cette intégration mondiale pourra se faire ; un cadre de règles communes et cohérentes. Voilà le message que j'ai délivré plusieurs fois dans le passé, appelant à ce que le consensus de Washington soit remplacé par le consensus de Genève. En d'autres termes, appelant à un développement « à visage humain ».

Aujourd'hui l'économie mondiale a subi un choc énorme. La crise financière-précédée il y a un an à peine par une crise alimentaire- et le risque de pandémie de grippe mondiale, ont rappelé au monde la nécessité d'une coopération mondiale beaucoup plus étroite. Cette année est aussi décisive pour l'environnement avec le sommet de Copenhague sur le changement climatique qui doit se tenir en décembre.

Le commerce est, sans aucune doute un des moteurs de la croissance économique. L'ouverture commerciale au niveau international a entraîné des gains d'efficacité considérable et a relevé les niveaux de vie dans le monde entier. C'est une composante importante de l'intégration mondiale.

Cependant, dans le sillage de la crise financière nous avons vu certains pays tentés de se replier sur eux – mêmes, et avons constaté une montée du risque protectionniste. Voilà pourquoi j'ai insisté cette année sur le lancement « d'un exercice de surveillance » des mesures protectionnistes. « Un écran Radar de l'OMC »- pour ainsi dire, afin d'identifier ces mesures aux moments où ils sont prises et incité les pays à y réfléchir d'avantage. A ce jour, d'autre Radar montre quelques dérapages plutôt dans le domaine des produits industriels que dans le domaine des produits agricoles ; à ce stade le problème n'est pas gravissime. Dans l'ensemble, les pays s'efforcent de ne pas répéter les erreurs du passé, conscient qu'ils sont que les pays les plus pauvres, les plus fragiles ont seraient les premiers victimes.

Mesdames et Messieurs ; nous ne pouvons pas nous permettre de nous replier sur nous-mêmes ni de nous isoler. A maintes reprises dans l'histoire les politiques « du chacun pour soi » se sont révélés contre-productives et avouer à l'échec. Ce dont nous avons plutôt besoin, c'est d'accroître la confiance avec laquelle nous pouvons compter les uns sur les autres en période de crise. Jamais cela n'a été plus évident que durant la crise alimentaire de l'année dernière, à laquelle certains ont réagi en établissant des restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, ce qui a eu pour résultat d'affamer leurs voisins. Nous avons vu des pays sans littoral et des pays disposant de ressources naturelles limitées se plaindre que les restrictions commerciales sur leurs denrées alimentaires de base, comme le riz, les réduisaient à la famine.

Ceci étant l'ouverture commerciale, par l'intermédiaire de l'organisation mondiale du commerce, doit s'accompagner de bonnes régulations.

L'OMC ne s'occupe pas de façon dans un pays choisit de distribuer les gains du commerce sur le plan intérieur, ni de l'élaboration de filets de sécurité sociale. Mais ces questions doivent être traité pour que l'ouverture commerciale soit réussie et j'espère qu'elles feront partie des questions que vous allez examiner durant ces deux jours. Ce message s'applique selon moi à tous les domaines de l'intégration mondiale et pas seulement au commerce. A l'évidence, l'intégration financière au niveau mondiale à tout autant besoin d'un cadre réglementaire que le commerce, et le cadre réglementaire doit former continuum du global ou régional, du régional au national, du national au local.

Dans le domaine du commerce, l'absence du filets de sécurité amènera toujours les populations les plus fragiles d'un pays à contester l'ouverture commerciale et à demander à être protégées de la concurrence mondiale. Nous savons que le commerce international est un moteur de croissance et de développement mais nous savons aussi que l'ouverture commerciale doit être accompagnée d'une meilleure éducation, d'une meilleure formation et d'un recyclage des travailleurs ou de la fourniture de soins de santé. De la même façon, les questions d'environnement et durabilité ne peuvent plus être ignorées. La crise climatique constitue en elle-même la plus menace pour notre potentiel futur en termes d'économie et de développement.

Voilà ici quelques idées qui, j'espère, alimenteront nos travaux ; je vous souhaite plein succès dans vos délibérations au cours de deux prochains jours. Je ne manquerai pas de suivre de près les résultats de votre réunion. Et je compte sur vous, Monsieur le Haut-Commissaire au Plan, et sur mon excellent ami, l'Ambassadeur Abouyoub, pour m'en faire part.

Je vous remercie de votre attention.

